

«Non, la neutralité n'est pas comprise comme une forme de lâcheté»

IGNAZIO CASSIS En pleine guerre en Ukraine, le président de la Confédération revient sur le temps d'analyse que le Conseil fédéral s'est accordé avant de reprendre les sanctions de l'UE et défend sa vision de la neutralité, un des éléments «identitaires et constitutifs de notre pays»

VINCENT BOURQUIN
ET MICHEL GUILLAUME, BERNE
@bourquini @mfguillaume

Il court d'une séance à l'autre, Ignazio Cassis. Malgré la session parlementaire, et alors que la Suisse s'apprête à vivre une grande journée de solidarité avec l'Ukraine, il a trouvé une demi-heure pour s'entretenir avec *Le Temps*.

Comment vivez-vous sur le plan personnel le retour de la guerre en Europe? Nous sommes replongés dans une période que l'on croyait définitivement révolue: la guerre entre deux pays en Europe. Je l'ai vécue à travers des récits de mes grands-parents, qui l'ont subie et m'en parlaient souvent. Aujourd'hui, ces récits reviennent à la surface.

Que vous racontaient vos grands-parents? La Seconde Guerre mondiale qu'ils ont vécue au Tessin, à Sessa, à 1,5 kilomètre de la frontière italienne. De l'autre côté, c'était la guerre. Mes grands-parents allaient aider les gens. Ces récits se sont perdus avec le temps et voilà qu'ils me reviennent en tête.

Vous êtes un humaniste. Dans cette guerre, y a-t-il encore un brin d'humanité? La guerre échappe toujours à la rationalité humaine et à l'humanisme. Elle est l'une des pires choses que l'on puisse imaginer. Elle crée une frustration infinie car génératrice d'un sentiment d'impuissance face à tant d'injustices.

Aujourd'hui, la grande inquiétude est l'impossibilité de trouver un accord concernant les couloirs humanitaires. La Suisse tente-t-elle d'intervenir? Nous travaillons avec le CICR qui est très impliqué. Nous poussons toute initiative qui donne aux civils un répit dans la violence. Mais il faut une décision des parties en conflit.

Avez-vous réussi à conserver des contacts avec les deux parties en conflit? Oui, nous avons encore des contacts avec les deux parties.

A quel niveau? Au niveau adéquat, mais comprenez que je ne puisse pas vous en dire plus.

Beaucoup de Suisses veulent accueillir des réfugiés, d'autres se rendent à la frontière polonaise pour apporter de l'aide. Etes-vous surpris par une telle solidarité?

Non. J'ai toujours été convaincu que les Suisses étaient très solidaires, notamment parce qu'ils ont une gratitude à exprimer: celle d'avoir été épargnés par les deux guerres mondiales.

Vladimir Poutine menace d'utiliser l'arme nucléaire. Envisagez-vous ce scénario du pire? Nous croyions une telle menace totalement caduque. Mais elle revient dans toute sa puissance et sa violence. Cela me préoccupe beaucoup. Nous voyons aujourd'hui à quel point l'engagement de la Suisse pour la non-prolifération des armes nucléaires est important.

Le Conseil fédéral n'a-t-il pas tergiversé au début de la crise? Non. Le 24 février, le Conseil fédéral a condamné la guerre, sans réserve. Nous nous sommes réunis en séance extraordinaire sept heures seulement après le début des hostilités. Cette rupture du droit international public nous a touchés et blessés dans notre vision d'un monde réglé par le droit et

«Depuis le début de la guerre, je parle d'une «césure» historique et je suis persuadé que le mot n'est pas trop fort. Il y aura un avant et un après»

non par la puissance militaire. Par ailleurs, il était essentiel pour nous de dire que la Suisse n'allait en aucun cas tirer profit de cette guerre. Nous nous sommes penchés sur les questions des sanctions et de la neutralité. Nous avons achevé nos travaux dans la nuit du dimanche au lundi. Lundi matin, le Conseil fédéral a décidé de reprendre les sanctions de l'Union européenne.

N'avez-vous pas espéré trop longtemps pouvoir jouer un rôle diplomatique? La diplomatie n'a pas réussi à empêcher la guerre, même si nous avons essayé. Hélas,

elle n'est pas toute puissante! Elle a malheureusement failli dans l'évitement de la guerre mais sera d'autant plus nécessaire pour en sortir.

Dans son discours à la nation, le président américain Joe Biden a déclaré «Even Switzerland» à propos des pays ayant adopté des sanctions. Cette remarque ne montre-t-elle pas que la neutralité est interprétée comme une forme de lâcheté? Non, je ne pense pas qu'elle soit comprise comme une forme de lâcheté. La neutralité se compose de deux éléments: le droit et la politique. La décision du Conseil fédéral respecte totalement le droit de la neutralité. Sur le plan politique, nous avons une marge de manœuvre en rapport avec la gravité de la situation. Au cours des deux derniers siècles, la politique de la neutralité a été modulée au cas par cas.

INTERVIEW

Cette neutralité n'est-elle pas devenue une coquille vide? Je ne partage pas du tout cette vision. La neutralité est l'un des éléments identitaires et constitutifs de notre pays. Elle est un facteur de succès pour la Genève internationale et grâce à elle, notre diplomatie est reconnue dans le monde entier.

Cette crise va-t-elle rapprocher la Suisse de l'UE? Toute crise serre les rangs de celles et ceux qui partagent les mêmes valeurs, à savoir la démocratie, l'état de droit et le respect des droits humains. Je pense que l'on assistera à un rapprochement de la Suisse même au-delà de l'UE, à savoir de tous les pays démocratiques occidentaux entre eux. Depuis le début de la guerre, je parle d'une «césure» historique et je suis persuadé que le mot n'est pas trop fort. Comme pour le 11 septembre 2001, il y aura un avant et un après.

L'UE accepte d'examiner les demandes d'adhésion de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie. Etes-vous surpris par cette accélération des événements? La demande de ces pays est tout à fait compréhensible, car l'adhésion à l'UE est pour eux une manière de se protéger. Assistera-t-on à une disparition du clivage Est-Ouest, ou au contraire à l'apparition d'un nouveau rideau de fer? La seule chose qui m'est claire, c'est que la réalité géopolitique ne sera plus comme avant.

Ignazio Cassis:
«La neutralité est un facteur de succès pour la Genève internationale et grâce à elle, notre diplomatie est reconnue dans le monde entier.»
(FABIAN HUGO/
13 PHOTO/ARCHIVES)

Assiste-t-on à l'avènement de deux pôles, avec d'un côté les Etats-Unis et l'Europe, et de l'autre la Chine et la Russie? Une chose est sûre: le communautarisme de valeurs occidentales doit être réaffirmé. J'espère que la crise renforcera la conscience d'y appartenir. Mais quel sera l'impact de cette guerre sur toute l'Asie centrale? C'est difficile à dire. L'OSCE, qui devrait être en principe l'organisation capable de dessiner la nouvelle architecture de sécurité en Europe, est face à d'importants défis depuis des années. La Suisse a récemment proposé un plan d'actions à l'OSCE pour revitaliser l'organisation.

Venons-en au dossier européen. Vous avez proposé des bilatérales III avec de nouveaux accords et un règlement des litiges secteur par secteur. Quelles sont les chances de réussite? Le Conseil fédéral propose désormais de faire un pas moins grand que celui de l'accord-cadre. Nous l'avons vu: une

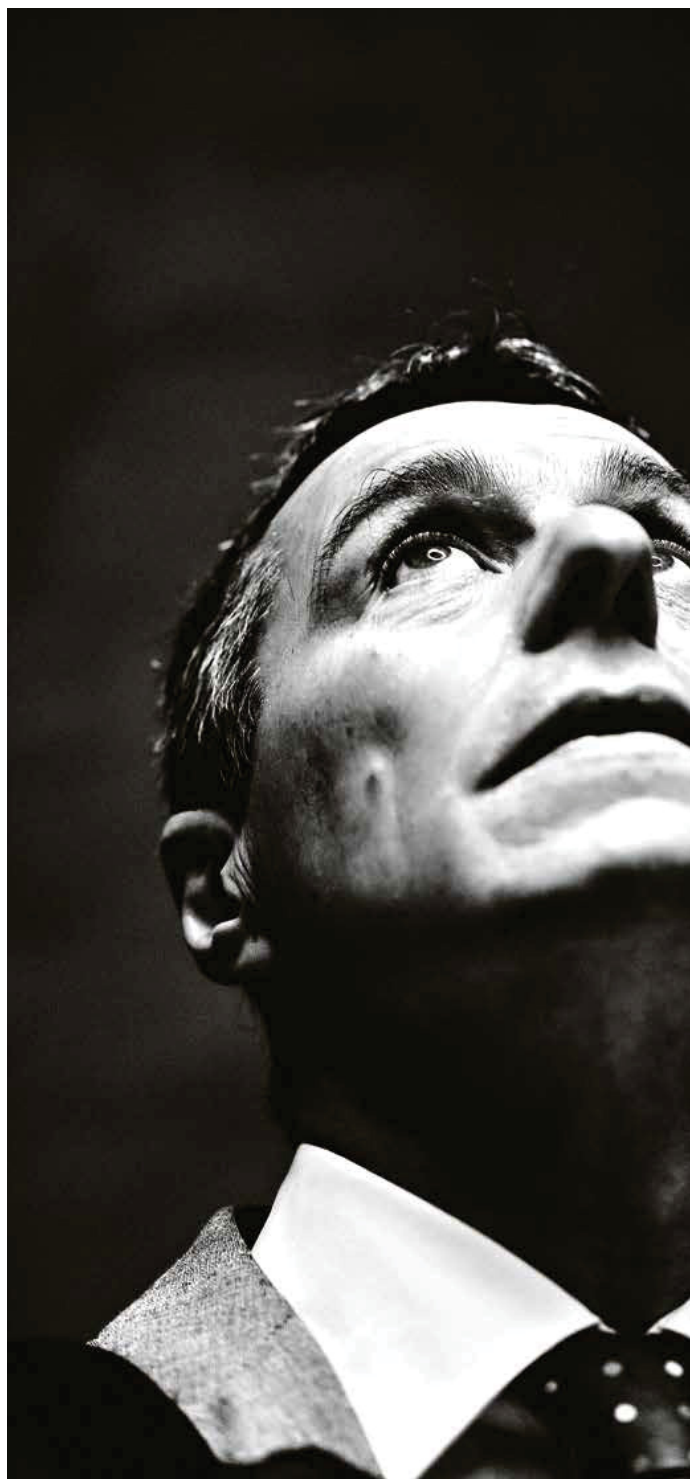
solution institutionnelle horizontale, soit la même pour tous les accords, ne semblait pas recueillir de majorité en Suisse. Le Conseil fédéral est convaincu que sa proposition est une bonne base pour consolider et développer nos relations. La question est désormais de savoir comment concilier notre intérêt à préserver la voie bilatérale et la volonté de l'UE de régler la question institutionnelle. Je relève avec satisfaction que mon interlocuteur européen Maros Sefcovic a répété que nos relations sont trop importantes pour ne pas leur donner de perspectives.

Mais Economiesuisse a tiré la sonnette d'alarme quant à la nécessité d'une solution avec l'UE. Avez-vous sous-estimé le prix à payer de l'absence d'un accord? Non, pas du tout. Je tiens à préciser que le prix à payer a commencé non pas le 26 mai 2021 lors de la décision du Conseil fédéral, mais au début 2019 lorsque nous avons renoncé

à signer le projet sur la table. Nous subissons la pression de l'UE depuis trois ans et deux mois. Il est difficile d'évaluer l'état de notre relation alors que nous passons d'une crise à l'autre. C'est une très bonne chose qu'il y ait désormais une proposition suisse que nous pouvons soumettre à Bruxelles. Il faut maintenant nous asseoir à la même table et discuter. C'est précisément le mandat que le Conseil fédéral a donné à la négociatrice en cheffe Livia Leu qui mènera prochainement des entretiens exploratoires avec l'UE.

Y a-t-il une chance pour que la Suisse soit à nouveau associée pleinement au programme européen Horizon Europe? Je pars du principe que tôt ou tard, la Suisse sera à nouveau associée. Pour nous, cela reste une priorité.

La Suisse est candidate à un siège non permanent au Conseil de sécu-





rité de l'ONU. Elle devrait arriver à un moment clé de l'histoire. C'est effectivement un moment clé. D'une part, en raison d'une guerre qui nous touche géographiquement et, d'autre part, en raison de l'impuissance actuelle de l'ONU qui n'a, elle non plus, pas pu éviter ce conflit. Quel rôle peut-elle, doit-elle jouer dans cette situation de violation énorme du droit public international? La Suisse s'engage pour des réformes de cette institution en vue de la rendre plus efficace.

En supprimant le droit de veto accordé aux cinq grandes puissances? Le pouvoir au sein du Conseil de sécurité est issu de la Deuxième Guerre mondiale. Entre-temps, beaucoup de choses ont changé. Mais supprimer le veto requiert l'accord des membres permanents du Conseil. En ce sens, la Suisse soutient une initiative pour empêcher le droit de veto en cas de crimes contre l'humanité. ■